



*Les Élu-e-s Vert-e-s au Conseil régional de Bretagne*

*Rennes, le 25 mai 2009*

## **La Région Bretagne face à la crise économique et sociale**

### **Intervention de Pascale Loget**

Monsieur le Président,

Vous ne serez pas étonné que nous finissions nos interventions par la question de la mobilité; c'est le terme d'ailleurs utilisé dans votre rapport sauf qu'on y traite beaucoup de la question automobile et peu des autres moyens de déplacements.

La question de la mobilité est paradoxale. Nous voudrions tous nous mouvoir rapidement, presque instantanément, en toute sécurité. L'automobile a été le mode de transport qui nous a le mieux permis de nous déplacer de cette manière mais a présenté aussi de multiples inconvénients : sécurité, coûts économiques importants pour les collectivités, santé publique, émissions de GES, coûts pour les ménages, consommation d'énergies fossiles, zoning ou zonage dans les villes et plus généralement une consommation sans limite de territoires.

Nous, on se demande si l'automobile individuelle a un avenir. On arrive à la fin d'un cycle et certaines études montrent que cette conception de la mobilité tout-voiture ne fait plus rêver les nouvelles générations. L'heure est aux trains, aux trams, aux déplacements doux, aux villes et aux territoires qui conjuguent le maximum de fonctions (habiter, travailler, consommer, se détendre) sans s'étaler.

(et avec l'auto, sans jeu de mot, on s'étale). Nous disons que la relance de l'auto, telle qu'elle existe, ne fait pas partie de l'économie verte. Faire confiance aux constructeurs ? Nous doutons. Sont-ils les mieux placés pour inventer les modes de déplacements de demain ? Autre cycle, autre époque mais rappelons que ce n'est pas un fabricant de calèches qui a inventé l'automobile. Les constructeurs vont peut-être proposer des voitures économes et peu polluantes, (et encore lorsqu'on voit l'alliance Sarkozy-Merkel pendant la présidence française de l'union pour maintenir des normes peu ambitieuses). Mais quand bien même les voitures rejetteraient 80 g de CO<sub>2</sub> au kilomètre (les voitures sortant des usines françaises sont aujourd'hui à 139,9 g/km), cela ne résoudrait pas notre besoin de mobilité.

Nous proposons trois « moins » et trois « plus ». Pour les 3 « moins » : moins d'automobiles individuelles, moins gourmandes en énergie, moins polluantes. Pour les 3 « plus » : plus de transports en commun, plus de ferroutage, (donc plus de partage énergétique), et plus de qualité de vie.

Les nouvelles mobilités sont là : partager des automobiles publiques, des autolib, des segways (vous savez, ce sont ces trottinettes électriques à deux roues en ligne), des trains, des trams, se déplacer en vélo, marcher, apprendre aux enfants à marcher...

La crise de l'automobile, ce n'est ni nouveau, ni le premier signal d'alarme. L'automobile pourrait être l'équivalent breton de la sidérurgie pour la Lorraine. Ne nous enferrons pas dans cette impasse ! Nous sommes bien placés pour savoir que les Conseils régionaux attendent plusieurs années pour réceptionner les rames ferroviaires commandées, pourquoi ne pas concevoir des chaînes de fabrication de trains régionaux sur les chaînes des usines d'automobiles ?

Soutenons aussi la reconversion des hommes et des femmes pour qu'elles et qu'ils puissent passer du secteur de l'auto à celui des transports en commun. Alstom, Bombardier, recrutent. Des passerelles entre les métiers sont possibles.